

Sommaire

Introduction	13
1. Les zones franches urbaines : le dispositif le plus emblématique de la politique de la ville	21
<i>Brève rétrospective de la politique de la ville</i>	21
<i>Quelles exonérations, quels coûts pour les ZFU ?</i>	37
<i>La logique économique de la politique des ZFU</i>	40
2. L'impact de la politique des ZFU sur l'activité économique des quartiers prioritaires	47
<i>Implantations d'entreprises et créations d'emplois : un bilan quantitatif positif</i>	48
<i>Au-delà du nombre des entreprises et des emplois créés, un bilan des ZFU plutôt mitigé</i>	54
<i>Une efficacité de la politique très hétérogène d'un quartier à l'autre</i>	59
3. L'impact de la politique des ZFU sur la population locale : des résidents sur la touche ?	67
<i>Un impact sur le chômage des résidents au mieux très faible</i>	67
<i>Des effets sur les salaires modestes et variables suivant les qualifications</i>	71
<i>Des effets opposés pour l'immobilier d'entreprise et l'immobilier résidentiel ?</i>	73
<i>Politiques d'accès à l'emploi : quelles alternatives aux ZFU ?</i>	78

4. Mixité sociale et effets de pairs dans les quartiers	87
<i>La double peine : grandir dans un quartier prioritaire amoindrit les chances de s'élever socialement</i>	87
<i>Agir sur le bâti : une mixité résidentielle porteuse d'espoir ?</i>	92
<i>Agir sur l'éducation : une mixité scolaire porteuse d'espoir ?</i>	96
Conclusion	109
Abréviations et sigles utilisés.	113
Liste des figures et des tableaux	115
Bibliographie	117

EN BREF

Malgré les multiples politiques conduites depuis près de trente ans pour venir en aide aux ghettos urbains que sont devenues certaines banlieues françaises, la situation y demeure extrêmement difficile. Pauvreté, chômage, échec scolaire, faible accès aux soins, violence : les motifs d'inquiétude restent nombreux.

Comment enrayer la spirale négative dans laquelle sont entraînés les quartiers dits « prioritaires » ? Si les difficultés observées dans ces quartiers sont le reflet des caractéristiques sociodémographiques de leurs habitants, les politiques visant les personnes indépendamment de leur lieu de résidence, en matière d'éducation ou d'aide au retour à l'emploi par exemple, devraient être privilégiées. En revanche, si le fait d'habiter ces quartiers freine aussi l'insertion sociale et professionnelle des résidents, en les tenant éloignés des foyers d'emplois et en les exposant dès leur plus jeune âge à des effets de pairs délétères limitant leurs opportunités d'emploi à l'âge adulte, des politiques ciblant les territoires apparaissent comme la solution la plus naturelle.

Pourtant, les travaux de recherche concordent pour montrer que plusieurs « politiques zonées » emblématiques n'ont pas obtenu les résultats escomptés. En particulier, les zones franches urbaines (ZFU), basées sur des allègements de charges et d'impôts offerts par les pouvoirs publics aux entreprises localisées dans les quartiers « prioritaires », n'ont pas provoqué de baisse sensible et durable du taux de chômage de leurs résidents. Elles ont, en réalité, conduit à déplacer des activités existantes ou qui se seraient créées même en l'absence d'aides publiques, favorisant des effets d'aubaine et d'optimisation fiscale qui n'ont en définitive que peu bénéficié aux populations initialement visées. L'évaluation des dispositifs similaires mis en œuvre à l'étranger, par exemple aux États-Unis, au Royaume-Uni

ou encore en Allemagne, conforte cette conclusion. De même, les effets négatifs de la ségrégation scolaire sur les résultats des élèves issus de milieux fragiles n'ont pas été compensés par les moyens supplémentaires alloués aux établissements des réseaux d'éducation prioritaire (REP).

Si les politiques de la ville ne sont pas parvenues à briser le cercle vicieux dans lequel se trouvent pris les quartiers dits prioritaires, c'est peut-être parce qu'elles ne se sont pas directement attaquées aux racines du problème. La surreprésentation de populations fragiles, assignées à un habitat social lui-même très concentré géographiquement amplifie les handicaps sociaux dont souffrent les habitants de ces quartiers. La ségrégation résidentielle nourrissant la ségrégation scolaire, les plus jeunes sont particulièrement pénalisés. Il ne suffit donc pas de chercher à atténuer les effets de la ségrégation urbaine ; c'est bien à cette dernière et aux phénomènes de discrimination qui y sont associés qu'il s'agit de s'attaquer directement. Cela appelle des politiques plus radicales, combinant mixité sociale, mixité scolaire et accompagnement individualisé : discrimination positive sur le marché du travail, emplois francs, pénalités renforcées pour les communes ne respectant pas la part de logements sociaux prévue par la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), ou encore dispositifs de busing inspirés des États-Unis, autant de politiques qui pourraient utilement venir compléter la boîte à outils du gouvernement.

Miren Lafourcade est professeur d'économie à l'Université Paris Sud-Université Paris Saclay et chercheuse associée à l'École d'économie de Paris. Ses travaux étudient l'impact des politiques de transport sur la localisation des activités économiques et les inégalités spatiales, les effets de la morphologie urbaine sur l'empreinte carbone des villes et les politiques visant à redynamiser les territoires en crise.

Florian Mayneris est professeur d'économie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et à l'Université catholique de Louvain. Ses travaux portent sur les déterminants des performances économiques des entreprises et des territoires et sur l'évaluation des politiques industrielles et régionales.